Alimentation dans les écoles togolaises

Plus de 200000 enfants nourris par les cantines scolaires

P2

Quinzaine de l'environnement et du Développement Durable :

L'ONG ANGE annonce la 2ème édition

P2

LE LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0313 du Mercredi 11 Octobre 2017 - 250 F CFA / Etranger 1€

Secours en milieu rural et périurbain :

Le Projet SAFETY, une innovante formule de la DOSI

P4

Hommages :

L'Adieu à PITANG Tchalla samedi dernier à Tchitchao

P4

Chambre régionale des Métiers

Le nouveau bureau exécutif officiellement investi

P5

La rue, le dialogue, la relecture, le referendum...

Jean-Pierre Fabre (ANC)

Christophe Tchao (UNIR)

Atchadam Tikpi (PNP)

Me Yawovi Agboyi bo (CAR)

Gerry K. Taama (NET)

Brigitte Adjamagbo-Johnson (CDPA)

La classe politique togolaise à la croisée des chemins

P3

La mission de l'OIF dans nos murs :

La coalition des 14 boude la délégation conduite par Aichatou Mindaoudou

P3

CMJN

LE LIBERAL

Alimentation dans les écoles togolaises :

Plus de 200.000 enfants nourris par les cantines scolaires

Les efforts du gouvernement togolais pour faciliter l'accès à l'école à tous les enfants quoiqu'en soit la couche sociale dont ils sont issus se constatent aussi dans la mise en place des cantines scolaires. *Grâce à cette initiative, plus de 200.000 écoliers et élèves* reçoivent au quotidien des rations alimentaires adéquates. Du riz, du haricot, des fruits et autres sont servis aux enfants chaque jour. Dans les écoles primaires et secondaires des zones déshéritées, les acteurs concernés par les cantines scolaires s'attèlent avec ardeur pour donner satisfaction aux milliers d'enfants à leur charge.

Les cantines scolaires trouvent leurs fondements, entre autres, dans le Plan sectoriel de l'éducation. Révisé en décembre 2013 pour la période 2014-2025, ce plan a inscrit l'alimentation scolaire intégrée comme un levier de stimulation de la demande scolaire et du maintien des élèves à l'école. Non seulement les repas scolaires offrent d'importants avantages sur le plan nutritionnel, encouragent les ménages pauvres à envoyer et à maintenir leurs enfants à l'école mais aussi concourent aux bons résultats scolaires. *Le PSE s'est proposé de porter à 10%, 15% et 20% respectivement en 2015, 2016 et 2017 le taux de couverture des cantines*. Il envisage aussi maintenir la dynamique en mobilisant *1,630 milliards de francs CFA en 2015 ; 2,760 milliards de francs CFA en 2016 et 4,200 milliards de francs CFA en 2017.*

En procédant récemment au lancement officiel de ce programme pour lequel *le gouvernement du Président Faure E. Gnassingbé* a le soutien du PAM (Programme Alimentaire Mondial), la Ministre du Développement à la base, de l'Artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Mme Victoire Tomégah-Dogbé a indiqué qu'il s'inscrit dans une politique d'alimentation scolaire élaborée avec l'appui de ladite organisation. Elle servira de feuille de route pour l'inscription de l'alimentation scolaire dans la durée.

Il ne sera plus question de fournir des repas à quelques écoles seulement mais à toutes les écoles primaires publiques du Togo.■

Source : cellule communication de la Présidence

Social :

L'ONG internationale GAMT aux côtés des élèves démunis et orphelins

L'ONG internationale « La Géniale de l'Afrique en Médecine Traditionnelle » a lancé une campagne nationale de dons de kits scolaires et de parrainage des élèves orphelins et démunis hier à l'EPP Adidogomé-Wonyomé. Il s'agit pour les premiers responsables de l'ONG de promouvoir l'éducation et la santé des jeunes adolescents et mineurs en milieu scolaire.

« Il s'agit pour nous de mettre en œuvre notre responsabilité sociale en venant en aide aux élèves démunis et orphelins en leur fournissant des fournitures scolaires ainsi que du matériel didactique aux établissements des cantons situés en périphérie de Lomé pour commencer. Il s'agit pour nous de venir appuyer les efforts déjà entrepris par l'Etat en matière sociale sur le plan éducatif », a confié M. Prince Hyppolite ZONOTIN, allias PRINCE GAMT SANTE, le président de l'ONG Internationale.

Dans la journée de ce mardi 10 octobre, l'équipe de l'ONG a offert des kits scolaires et du matériel didactique aux élèves et enseignants de l'EPP Adidogomé, avant de mettre le cap sur l'orphelinat « La solution » de Togblé.

Pour le directeur de l'EPP Adidogomé, M. Gedeyibo Mawule, cette action est salutaire et louable. Elle permet d'offrir plus de chances aux parents en difficultés.

L'ONG internationale « La Géniale d'Afrique en Médecine Traditionnelle » œuvre pour le bien-être et la promotion des solutions africaines pour les africains, l'association réfléchie et propose des approches curatives en complément à la médecine traditionnelle.■

Démocrate

Quinzaine de l'environnement et du Développement Durable :

L'ONG ANGE annonce la 2ème édition

C'est désormais officiel, l'Agence National de Gestion de l'Environnement (ANGE) va rééditer cette année la Quinzaine de l'Environnement et du Développement Durable (QEDD).La tenue de cette 2ème édition a été renduepublique le 06 octobre dernier lors d'une conférence de presse tenu au ministère de l'environnement et des ressources forestières à lomé.

La quinzaine se tiendra du 16 au 30 de ce mois d'octobre autour du thème « rôle des collectivités décentralisées dans la gestion de l'environnement ».

Tout comme la première édition, l'acte 2 de la QEDD se donne pour objectif de contribuer à la mise en œuvre de la politique nationale de l'environnement visant à mettre en place une culture environnementale citoyenne dans une perspective de développement durable telle que définie par le gouvernement dans le cadre du plan national de développement. Elle constitue également une occasion pour

sensibiliser, éduquer et informer la population sur les problèmes environnementaux. Par ailleurs la QEDD a pour vocation de contribuer à la mise œuvre de la stratégie nationale d'information, d'éducation et de communication adoptée par le ministère de l'environnement et des ressources forestières.

Pour le DG de l'ANGE Adédji Koffi Efanam, l'organisation de

Suite de la page 7

LE LIBERAL
Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication
PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction
PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)

Correcteur
S. Didier

Infographie
JPB

Adresse
Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
La Colombe

Tirage
1000 exemplaires

La mission de l'OIF dans nos murs :

La coalition des 14 boude la délégation conduite par Aichatou Mindaoudou

La coalition des 14 n'ira pas à la rencontre de la mission dépêchée par la francophonie à Lomé dans le cadre de la recherche des solutions à la crise sociopolitique que traverse le Togo. En conférence de presse hier, CAP 2015, le Groupe des six, le PNP et bien d'autres partis qui composent la fameuse coalition des 14, ont annoncé leur intention de ne pas échanger avec les émissaires de la francophonie.

Le groupe des 14 partis politiques de l'opposition

L'émissaire de l'OIF, Mme Aichatou Mindaoudou

La coalition des 14 dit ne rien avoir contre la francophonie mais porte des griefs contre le chef de délégation de la mission, notamment Aichatou Mindaoudou Souleymane.

L'opposition togolaise reproche à l'ancienne ministre des affaires étrangères du Niger sa gestion de la crise née de l'élection présidentielle de 2005. « La coalition a décidé de ne pas rencontrer la mission de l'OIF non pas parce qu'elle a quelque chose contre l'OIF mais à cause de la délégation qui est envoyée et notamment le rôle de la personne qui est chef de mission c'est-à-dire Mme Aichatou Mindaoudou, a déjà joué ici au Togo » a déclaré Mme Brigitte ADJAMAGBO coordonnatrice de CAP 2015.

Le Groupe des 14 annonce dans les prochains jours une marche qui aura pour point de chute les locaux de la CEDEAO à Lomé pour dire non au referendum. L'opposition dénonce un parti pris de la communauté internationale dont le crime de lèse-majesté selon l'opposition togolaise est d'avoir demandé au pouvoir de fixer dans les meilleurs délais la date du referendum.

Après avoir boycotté la séance à l'Assemblée nationale sur les questions des reformes, l'opposition commet l'erreur de bouder la médiation internationale on se demande si l'option de la rue seule suffira à l'opposition de parvenir à ses objectifs.

La question des reformes est-elle vraiment la préoccupation de l'opposition ou a-t-elle un autre agenda caché ?

Dick Mensah

La rue, le dialogue, la relecture, le referendum :

La classe politique togolaise à la croisée des chemins

La crise politique que connait le Togo depuis la mi-août est loin d'avoir livré son verdict. On est encore bien loin du bout du rouleau. Les positions restent toujours tranchées. L'opposition qui ne jurait que par les manifestations de rue pour régler le problème est au pied du mur, obligé d'effectuer un rétropédalage pour faire face à la réalité sur le terrain.

Jean-Pierre Fabre (ANC/CAP015)

Christophe Tchao (UNIR)

Atchadam Tikpi (PNP)

Brigitte Adajamagbo-Johnson (CDPA)

Après avoir raté l'occasion d'obtenir les réformes tant recherchées par voie parlementaire, Il lui faut trouver une astuce pour se remettre en selle. Rien ne semble arrêter le pouvoir qui est déjà allé très loin dans le processus de réformes politiques. L'avant-projet de loi adopté en conseil des ministres est passé au parlement le boycott des travaux par les députés de l'opposition n'a pas permis au gouvernement de trouver une réponse à la question des réformes politique.

Le prétexte avancé par les députés de l'opposition pour quitter l'hémicycle est le refus des commissaires du gouvernement à prendre en compte 47 amendements devant conduire à un retour à la constitution de 1992. Aujourd'hui et conformément à la constitution, on s'achemine vers un référendum. La constitution togolaise en son article 144 prévoit le mécanisme de révision de la constitution. L'initiative de révision appartient concurremment au Président de la République et à 1/5 au moins des députés composant l'Assemblée nationale. Le projet de révision lui est considéré comme adopté s'il est voté à la majorité des 4/5e des députés composant l'Assemblée Nationale. Dans le cas d'espèce, l'opposition ayant quitté la salle, le projet de révision n'a obtenu que les 2/3 des députés présents ce qui signifie que le projet est soumis au referendum.

Bien que légal, le projet de loi ne reçoit pas l'assentiment de toute la classe politique. L'opposition ne veut pas entendre parler de referendum et parle d'un retour pur et simple à la constitution de 1992. Pendant ce temps, alors le pouvoir fonce droit vers un referendum. Le Système des Nations Unies et la communauté internationale visiblement penche pour la légalité même si certains envisageraient un quelconque dialogue qui pourrait permettre aux protagonistes de la crise de trouver un terrain d'entente. Une mission de l'organisation internationale de la francophonie séjourne déjà au Togo.

Conduite par l'ancienne ministre des Affaires étrangères du Niger, cette mission va échanger aussi bien avec la classe politique, la société civile et les partenaires au développement. D'ores et déjà, plusieurs acteurs politiques se prononcent sur les approches de solutions.

Dans un communiqué le Nouvel Engagement Togolais de Gerry TAAMA, un des partis qui a appelé ses militants à se joindre aux manifestations de l'opposition, dit non au referendum mais oui à des réformes à l'Assemblée nationale.

Pour le NET « l'organisation d'un referendum n'est pas la solution la plus indiquée pour résoudre cette politique dont l'origine se trouve dans le manque de confiance entre les acteurs… ».

Du côté du CAR, on dit également non au referendum mais opte pour une relecture position idem au niveau d'OBUTS de Mensan Agbeyomé Codjo.

Comme on peut le constater entre le dialogue, la relecture du projet de loi et le referendum, la classe la classe politique togolaise est à la croisée des chemins face à la crise qu'elle traverse.

P. Fabrice

LE LIBERAL

Des GIE de jeunes volontaires pompiers en zones rurales

Le Projet SAFETY, une innovante formule de la DOSI lancée

Le projet **Safety** a été porté sur les fonts baptismaux le vendredi 06 octobre dernier à Blitta (préfecture de Blitta, près de 300 km au nord de Lomé). La cérémonie de lancement de cet ambitieux projet a été présidée par le ministre de la sécurité et de la protection sociale, le Col Yark Damehame, représentant le chef de l'Etat togolais et dont le département pilote à juste titre le projet.

Initiative de la Délégation à l'Organisation du Secteur Informel (DOSI) et qui enregistre une active participation de l'ONG Pompiers Volontaires, le projet **Safety** poursuit un double but.

Il s'agit d'abord de sauver des vies humaines en extrême urgence et de sortir des jeunes diplômés sans emploi, de même que des taximen de l'informel et de la précarité en les organisant et GIE et en les mettant à contribution au service de cette cause.

En effet il n'est un secret pour personne que les populations des villages et hameaux lointains sont confrontées à beaucoup de difficultés lorsqu'il est question des cas d'urgence médicale d'évacuer les malades, les femmes enceintes, les blessés,... des zones rurales et périurbaines vers les services de santé les mieux indiqués afin de recevoir des soins appropriés. Certes, des efforts ont été déployés jusque-là notamment la décentralisation des services des sapeurs-pompiers de Lomé et Kara vers les chefs-lieux des régions économiques. Néanmoins, le défi reste de taille.

Aussi le projet **Safety** vient à point nommé proposer un début de solution à cette situation préoccupante. Il vise concrètement à organiser dans toutes les régions du Togo, les jeunes de certains milieux ruraux en groupements d'intérêt économique qui sont dotés de moyens dont les tricycles ambulances, passagers, bagages pour assurer l'évacuation de leurs frères er sœurs en cas de besoin.

Le Col Yark Damehame a loué de nombreux avantages liés à ce programme dans les domaines de la santé, de la sécurité et au plan économique. Pour lui, « le projet Safety offre au pouvoir publics la possibilité de réorganiser le monde des taxi-motos qui est devenu depuis quelques années, un casse-tête pour les services publics étatiques en charge de la sécurité routière. Modèle d'initiative privée de proximité par excellence, ce programme vient ainsi renforcer les autres initiatives et doit pouvoir s'appuyer sur le potentiel local pour prospérer. », a-t-il déclaré avant de remettre symboliquement une clé à un jeune volontaire.

Au nom des populations de Blitta, localité ayant accueilli le lancement du projet, le préfet de Blitta Batossa Boukari a adressé de vifs remerciements pour cette offre innovante qui répond effectivement à des besoins pressants. Il a également fait remarquer les multiples visions qui entourent un tel projet.

« Nous savons également qu'à terme, votre démarche consiste à faire des jeunes bénéficiaires des entrepreneurs engagés vers leur autosuffisance individuelle et à la limite vers leur autonomisation qui est un pas sûr vers la sortie de la pauvreté. », a-t-il confié avant d'ajouter : « Nous sommes convaincus que ces jeunes pourront jouer leur partition dans l'accroissement de l'économie et de l'amélioration de l'état de santé de leurs localité et préfecture. »

Parlant des jeunes, ils sont au total 372 volontaires dont une vingtaine de filles à être recrutés sur toute l'étendue du territoire et formés du 10 avril au 14 juillet 2017 afin d'être déployés dans le cadre de ce programme. Ils ont été équipés de 92 tricycles ambulances, 92motos à deux roues, 46 tricycles passagers et 46 tricycles bagage. M. Lamboni Rock, Directeur exécutif de l'ONG Pompiers Volontaires et coordonnateur du projet détaille la mise en œuvre de ce dernier.

« L'idée est de construire un maillage national, de telle sorte que chaque préfecture puisse bénéficier d'une couverture d'assistance sanitaire. Selon la taille de la préfecture, il pourra se constituer une ou deux équipes de secours, sous forme de GIE de huit (8) membres chacun. Ces derniers travailleront en synergie selon un planning bien déterminé et seront solidairement responsables devant les charges à supporter.

En dehors du transport, le projet permettra aussi d'assurer une reconversion à certains conducteurs de taxi-motos et générer des emplois, tout en formant des secouristes en zones rurale. Un GIE se compose de deux tricycles ambulances, d'un tricycle passager équipé de deux banquettes arrières pliables avec une bâche sectionnelle relevable pouvant transporter jusqu'à six personnes, d'un tricycle bagage, de deux motos à deux roues. Dans les zones où se posera un problème de local pour le bureau, il est mis à la disposition du GIE un kiosque.»

Notons pour finir que le lancement de ce nouveau projet qui s'inscrit dans le mandat social du chef de l'Etat togolais est intervenu, huit (8) jours après la remise à l'usage public d'un centre médico-social flambant neuf dans la localité de Moretan, dans la préfecture de l'Est-Mono.■

Démocrate

L'Adieu à PITANG Tchalla samedi dernier à Tchitchao

Le Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication (HAAC), Samuel PitangTchalla, rappelé à Dieu le 19 septembre dernier, a été conduit en sa dernière demeure dans son village d'origine à Tchitchao, préfecture de la Kozah le samedi 7 octobre.

La messe d'enterrement, dite en l'Eglise Sainte Anne de Tchitchao, a connu la présence du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, des présidents des institutions de la République dont le président de l'Assemblée nationale, Dama Dramani, des membres du gouvernement, des députés, des membres de la HAAC, des professionnels de médias, des préfets de la région de la Kara, des fidèles chrétiens, des parents, amis et alliés du défunt.

Cette messe a été officiée par l'évêque de Kara, Mgr Jacques Danka Longa et entouré pour la circonstance des prêtres et d'un parterre de sœurs religieuses. Dans son homélie tirée du livre d'Esaïe Chapitre 25 verset 6 à 9 et de l'évangile de Saint Jean Chapitre 6 versets 35 à 40, l'évêque a axé son message sur l'amour de Dieu pour tous les Hommes parmi lesquels il n'en veut perdre aucun.

Il a illustré cet amour divin envers toute l'humanité par la venue de Jésus Christ sur la terre pour donner aux Hommes la vie éternelle qui continue dans le royaume de Dieu après la mort. Le célébrant a fortifié la famille éplorée et exhorté l'assistance à croire en Jésus et à l'accepter comme leur sauveur et à prier pour que cette vie éternelle soit accordée au défunt pour le repos de son âme auprès du Seigneur.

Les salutations d'usage sur place dans la paroisse catholique de Sainte Anne, ont clôturé la messe d'inhumation. Le défunt a été enterré dans l'intimité familiale.■

UNIR mobilise en faveur du référendum constitutionnel

Comme le dit si bien un adage : « qui veut aller loin ménage sa monture ».Les cadres du parti UNIR après l'échec de l'adoption de l'avant-projet de loi portant modification de la constitution envoyé par le gouvernement à l'assemblée nationale mobilisent déjà en faveur du référendum qui restela seule voie légale de recours. Les 05 et 06 octobre derniers les mouvements et associations de la mouvance présidentielle regroupés au sein de la majorité silencieuse ont tenu meeting sur le terrain de Forever. Ce 06 octobre aussi, la section UNIR golfe était en meeting sur le terrain de CECO pour la même cause.

Noël De Poukn sur le terrain de Forever

En effet, selon le porte-parole de ce creuset Noël Depoukn, face à cette situation de crise politique qui secoue ces temps-ci le pays seul le référendum comme le prévoit les textes s'avère être la solution. « Quelle voie est-elle plus authentique et plus légitime que celle de la consultation de l'ensemble des citoyens en âge de voter ? », a-t-il confié. Ceci permettra donc à l'opinion internationalede connaître ce que veut réellement le peuple togolais. Il donnera également aux peuples adeptes au deux courants de mesurer leur rapport de force.

« C'est par un référendum que l'ensemble de la communauté internationale sera témoin de ce que veut la majorité des Togolais.

Ainsi, le peuple qui croit que la constitution de 1992 est la panacée devra affronter dans les urnes ceux qui pensent différemment », a-t-il poursuivi. Faisant allusion au crédo scandé par certains leaders de l'opposition qui clame le départ pur et simple de l'actuel président, il a rappelé qu' « en Démocratie, le pouvoir s'obtient dans les urnes et pas autrement ».

Pour lui, l'on peut obtenir les réformes sans toutes fois troubler la paix et la cohésion qui règne au Togo. « Notre conviction est que l'on peut avancer et réformer les textes qui nous divisent tout en préservant ce qui nous unit tous : notre commune patrie qui a le grand privilège de vivre dans la paix et la cohésion nationale retrouvée », a-t-il conclu.

La représentante des femmes de la majorité présidentielle, Mme Kpanka Essohanam, pour sa part a exhorté l'opposition à éviter le plus possible la violence dans leur manifestation. « Pour nous, quelles que puissent être la justesse et la pertinence des revendications d'une quelconque sensibilité politique, elle ne peut et ne doit s'exercer dans des conditions qui occasionnent la violence et surtout des pertes en vies humaines », a-t-elle criée haut.

Selon elle, tout le monde est unanime sur la question des réformes mais qu'elles se fassent dans la paix. «Les réformes oui mais la paix d'abord », s'est-elle exclamée.

Aboka Kossi sur le terrain de CECO groupe

De l'autre côté du terrain de CECO situé au sud-Est du carrefour deux Lions, le point focale de UNIR-golfe Aboka Kossi ainsi que d'autres cadres du parti ont tenu un meeting le 06 octobre aussi. Là-bas, M. Aboka a eu à rappeler à l'assistance les raisons qui suscite la tenue d'un référendum sur la question des réformes constitutionnelles. Quant à ce qui concerne la constitution de 1992, le point focal UNIR-golfe la qualifié d'anti jeunesse car elle était taillé sur mesure à l'époque par certains leaders de l'opposition pour « empêcher maitre Koffigoh premier ministre d'alors et feu Amorin Tavio de se présenter à l'élection présidentielle », a-t-il expliqué à l'audience. Retourner à la constitution de 1992 serait donc maître la jeunesse en marge de la gestion des affaires politique, a-t-il poursuivi.

Notons également que UNIR a démarré une campagne de sensibilisation dans toutes les régions du pays afin de préparer les populations à ce référendum que même les représentants des institutions internationales tels que la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union Africaine (UA) et le (bureau des Nation Unis pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (L'UNOWAS) respectivement Marcel de Souza, Ibn Chambas et Moussa Faki Mahamat ont appelé à fixer une date le plus tôt possible.

Malheureusement, comme une belle musique dans l'oreille d'un sourd l'opposition continue de faire foi aux marches et comme à l'accoutumé criera à la fraude une fois les résultats connus alors que l'adversaire a commencé par « battre le fer quand il était chaud ».

Alain Tchédré

Artisanat :Le nouveau bureau exécutif de l'Union des chambres régionales de métiers officiellement investi

L'Union des Chambres régionales de métiers (UCRM)a renouvelé les membres de son instance dirigeante. Pour les permettre de prendre officiellement fonction, ce nouveau bureau de 08 membres avec à leur tête M. Aklou a été investi hier lundi 09 octobre par Madame le ministre du Développement à la base, de l'Artisanat, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Victoire Dogbé en présence de la représentante de l'ambassadeur d'Allemagne au Togo ainsi qu'une foule nombreuse des acteurs du secteur de l'artisanat.

Cette cérémonie vient donc marquer la fin d'un processus qui a commencé par la mise en place des organes des chambres préfectorales et d'arrondissement de lomé, suivi des élections des membres des organes des chambres régionales de métiers qui vient réguler les chambres de métiers en vue de créer un environnement sain et loyal au profit de ses acteurs et les organiser afin que ces dernières puissent prendre part activement aux actions du développement et de la promotion de l'artisanat.

Le bureau exécutif de l'UCRM

Madame la ministre lors de cette cérémonie d'investiture s'est réjoui de l'aboutissement heureux du processus de renouvellement des membres des chambres de métiers.

Selon Madame Dogbé, l'artisanat, par sa diversité est un gisement pourvoyeur d'emplois et joue un rôle important dans la lutte contre le chômage. C'est un secteur a-t-elle poursuivi qui doit être pris au sérieux pour la simple raison qu'il sert d'avant-garde en termes d'emploi pour les diplômés et les non diplômés. C'est pourquoi elle a appelé les membres des chambres des métiers à cultiver l'esprit de paix et à travailler dans la cohésion pour atteindre les objectifs escomptés.

La représentante de l'ambassadeur d'Allemagne au Togo Mme Dominica Breysing a pour sa part,félicité le gouvernement pour son engagement à faire de l'artisanat un instrument de développement.

Rappelons que l'artisanat contribue à 18% à la formation du PIB et à la réduction du déficit de la balance des paiements pour 20%.

Alain Tchédré

LE LIBERAL

Criminalité faunique :

Un ex-marin arrêté en possession de 4 pointes d'ivoire dont un sculpté

Les agents de l'Office Central de Répression du Trafic illicite de Drogue et du Blanchiment (OCTRIDB) et du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) en collaboration avec EAGLE-Togo, ont interpellé ce lundi 02 octobre 2017 à Lomé, un ex-agent de la Marine togolaise en possession de 3 pointes d'ivoire brutes et une pointe sculptée.

Le présumé trafiquant de pointes d'ivoire a été pris en flagrant délit au cours d'un contrôle de routine des agents d'OCTRIDB, au niveau du grand carrefour de GTA. En effet, Gumedzoe Koffi Mawuli, c'est de lui qu'il s'agit, était à bord d'un taxi avec les pointes d'ivoire, avant son arrestation.

Il ne s'attendait pas à un tel scénario. Lorsque le taxi qu'il a affrété a été immobilisé par les Agents d'OCTRIDB, il a eu une peur bleue. «Je suis votre élément», a-t-il lancé, pensant avoir la clémence des agents.

Il a aussitôt reconnu être le propriétaire des pointes d'ivoire saisies et qu'il allait les vendre. Cependant, il n'a du tout pas été cohérent dans ses déclarations au cours de son interrogatoire où il a reconnu que les éléphants sont protégés, mais ne sachant pas que la vente de ses défenses est aussi interdite et punie par la loi.

Il lui est reproché le délit de détention, circulation et commercialisation de pointe d'ivoire d'éléphant réprimé par la loi cadre de l'environnement du Togo qui dans son article 62 stipule que l'exploitation, la commercialisation et l'exportation de ces espèces animales et végétales protégées sont réglementées. Malheureusement des défenses d'ivoire d'éléphant transitent par le Togo ou sont transformées rapidement en bijoux pour faire plaisir aux femmes et être exportés rapidement et en grande quantité vers l'Asie.

L'article 796 du code pénal du Togo stipule : «Quiconque fait circuler, vend, importe, exporte ou fait transiter le animaux sauvages, vivants, des trophées sans autorisation est puni d'une peine d'emprisonnement d'un (1) an à six (6) mois et d'une amende de cent (100) mille à cinq (5) cent mille francs CFA ou de l'une de ces deux peines."

Le crime faunique est un crime organisé transnational qui occupe le 4ème rang du commerce illicite dans le monde après la drogue, les armes et êtres humains, selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Il amasse des bénéfices illicites d'environ 19 milliards de dollars chaque année. Il ne s'agit pas du simple braconnage localisé.

Le commerce illégal des espèces sauvages menace la survie de nombreuses espèces dans la nature. Au cours des trois dernières années, environ un cinquième de la population totale d'éléphants d'Afrique a été tuée pour l'ivoire, selon l'UICN. L'escalade du trafic d'espèces sauvages au cours des dernières années constitue une menace pressante pour la conservation et la sécurité dans le monde.

Le trafic d'espèces sauvages génère d'énormes profits illégaux pour des organisations criminelles complexes qui sont souvent responsables de l'abattage, du transport et de la commercialisation de produits illégaux issus des espèces sauvages. Le trafic d'espèces sauvages corrompt les gouvernements, porte atteinte à l'État de droit, et contribue au financement du crime organisé et des groupes d'insurgés.

Selon les rapports du Système d'Information sur le Commerce des Eléphants (ETIS), le LRA de Joseph KONY se finance avec la contrebande d'ivoire d'éléphant pour déstabiliser l'Afrique. Chaque 15 minutes, un éléphant est tué pour son ivoire, soit environ 100 par jour. Que voulons-nous ? Que nos enfants ne voient l'éléphant que dans les films ?

Espérons que la Justice togolaise entende le cri de Ban Ki Moon « c'est une crise environnementale, économique et sécuritaire…le commerce illégal est une grave menace pour la sécurité, la stabilité, l'économie, les ressources naturelles et le patrimoine culturel de nombreux pays d'Afrique ».■

Démocrate

Togotelecom

COMMUNIQUÉ

LE GROUPE TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'ELLE POURRA DESORMAIS PAYER SES FACTURES TELEPHONIQUES ET INTERNET VIA LE SERVICE T MONEY. POUR PAYER LES FACTURES VIA T MONEY, LE CLIENT A DEUX OPTIONS :

1- PAYEZ SA PROPRE FACTURE EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*1#

2- PAYEZ LA FACTURE D'UN TIERS EN TAPANT LE CODE *145*6*3*2*2#

POUR EFFECTUER L'OPERATION VIA T MONEY, LE CLIENT DOIT SE SERVIR DE SON NUMERO DE COMPTE DE FACTURATION INSCRIT DANS L'ANGLE SUPERIEUR DROIT DE LA FACTURE TELEPHONIQUE IMPRIMEE.

POUR TOUT RENSEIGNEMENT, APPELEZ LE 119 OU LE 22 00 01 19 !

TOGO TELECOM VOUS REMERCIE POUR VOTRE FIDÉLITÉ.

LA DIRECTION GÉNÉRALE

Togo / Championnat :

Une deuxième division de très bonne facture

Une deuxième division d'un niveau assez relevé se profile à l'horizon pour la nouvelle saison à venir au Togo. Les équipes qui vont évoluer en seconde division au pays cette saison ont en majorité déjà évolué en première division et ont surtout un effectif assez fourni pour envisager une possible montée en D1 la saison suivante.

Le niveau des championnats de D1 et D2 de cette saison au Togo semble avoir évolué. Les clubs qui vont évoluer dans la division d'élite au Togo lors de la saison 2017-2018 ont lutté corps et âme pour se maintenir dans la D1 au terme de l'exercice précédent. Cette saison encore, on entrevoit déjà une D1 relevée mais la D2 surtout va être âprement disputée car les formations qui vont prendre part à ce championnat, ont un niveau très élevé quand on se réfère à leur effectif respectifs et leurs prouesses de ces derniers mois.

Dans la zone sud par exemple, nous avons des équipes comme Agaza FC de Lomé avec des joueurs comme Ouro-Agoro Ismael et Donouvi Blaise, Etoile Filante FC de Lomé, Anges FC de Notse amené par son goal Keglo Innocent et son attaquant Savant De Souza, Ifodje FC d'Atakpamé avec des joueurs comme Zokora et Kpeto Daniel, Entente II FC de Lomé qui peut encore compter sur son capitaine Adafia et Nukafu Mensah Victoire et Gboloe-su FC des Lacs des frères Amatchuitchui et Wilson Teteh. Ces équipes ont en majorité déjà goutté au délice de la division d'élite au Togo. Puisque toutes ces formations ont le niveau adéquat pour une possible montée en division supérieure, les matchs semblent déjà très relevés dans la seconde division togolaise cette saison.

Dans la zone nord aussi, le combat semble déjà décisif entre les différentes équipes avec des clubs comme Kotoko de Lanvié (qui vient de descendre en D2) et Okiti de Badou qui vont sortir le grand jeu pour éventuellement succéder à l'AS CK de Kara qui est en première division et se prépare assez bien en participant aux différents tournois (dont celui de Radio Sport FM) et en livrant des matchs amicaux. En tout cas, on verra bien ce que tout cela va donner au cours de la saison sportive 2017-2018 au Togo.

Cependant pour tendre vers le professionnalisme, les premiers responsables du ballon rond togolais doivent mettre les petits plats dans les grands pour éviter les litiges qui vont encore salir l'image du football national, surtout le championnat qui démarre probablement le 22 octobre prochain.■

Réforme constitutionnelle sur fond de crise au Togo :

Des OSC de la CEDEAO renvoient les protagonistes à la table de négociation

Des organisations de la société civile venue de la sous-région ouest africaine,se sont réunies les 06 et 07 octobre dernier à Lomé en atelier régional de partage sur le contrôle citoyen de l'action publique et le suivi des ODD dans l'espace CEDEAO avec pour point d'orgue la mise sur pied d'une plateforme des réseaux Social Watch d'Afrique de l'Ouest (SWAO) se sont prononcé sur la crise politique qui mine le Togo ces derniers jours.

Selon Siaka Coulibaly, consultant, analyste politique, président du Réseau des OSC pour le développement RESODI, la voie la mieux indiqué pour les réformes consensuelles reste le référendum. Mais ceci doit passer par le dialogue et la négociation de la part des acteurs de la classe politique. « Cette réforme nécessite l'ouverture d'un dialogue politique togolais permanent, et les acteurs doivent définir une feuille de route qui va aboutir à un projet de loi de révision de la constitution à soumettre à l'adoption de l'Assemblée nationale pour finir avec un référendum », a-t-il déclaré. Abondant dans le même sens, Gustave Assah de social Watch a souligné qu'il est important que les acteurs politiques s'asseyent pour discuter autour des points objets de conflit. Ce qui serait la preuve d'une démocratie assez forte.

Après cet échange, ces OSC ont poursuivi leurs activités de l'ordre du jour qui a visé à échanger avec la société civile togolaise sur le suivi des ODD et la production de rapport alternatifs. Cette rencontre a également permis de mobiliser ces OSC autour des enjeux des ODD et de la vision 2020 de la CEDEAO et aussi à jeter les bases d'un programme de renforcement de capacité en matière de redevabilité et pour le suivi citoyen des ODD à travers les politiques publiques aux niveaux communautaire, national, sectoriel et local. Enfin elle a abouti à la mise en place de la coordination régionale de Social watch d'Afrique de l'Ouest (SWAO).

Etaient présent à cet atelier, social watch Bénin, Afrique performance, Resocide, Coscidi, réseau Sadohui et autres.

Quinzaine de l'environnement et du Développement Durable :

L'ONG ANGE annonce la 2ème édition

Suite de la page 2

cet évènement tient sa raison d'être dans le désir de lutter contre la détérioration actuelle que connait l'environnement. « L'organisation de cet évènement se justifie par la nécessité de renverser la courbe actuelle du désastre environnemental lié à la dégradation de l'environnement et des ressources naturelles », a-t-il fait savoir. Comme innovation pour cette nouvelle édition, il y aura un concours à l'endroit des étudiants du niveauMaster et Doctorat inscrits dans les universités publiques du Togo. Elle sera également meublée de communication, de conférence-débats, de formations sur les outils de gestion de l'environnement, des opérations de nettoyage des quartiers, des spectacles de sensibilisation sur l'environnement pour ne citer que ceux-là.

Notons que cet évènement est possible grâce à l'appui financier de la BOAD, de la LONATO, TOGOCEL, COLAS, SABER et MAERSK Line.

Alain Tchédré

Le Libéral, c'est tous les mercredis chez votre marchand de journaux

24 Nov. 11 Déc. 2017

14ème Foire Internationale de LOME

Foire de toutes les opportunités

TOGO 2000 CETEF - LOME

Thème : Le numérique au service des affaires

CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo

Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37

Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg

CMJN